



POUR UNE AUTRE POLITIQUE SOCIALE ET CULTURELLE ...

Ce vendredi 19 décembre, la ministre de la Culture et de la Communication a présidé son premier Conseil national des professions du spectacle (CNPS). Dans un contexte d'austérité qui conduit à des destructions d'emplois, nous avons interpellé la ministre sur la politique menée et sur tous les sujets qui préoccupent nos professions.

Nous avons rappelé que si le budget de son ministère a été « sanctuarisé », c'est en grande partie grâce à nos luttes depuis début 2014, et que cette stabilisation ne suffit pas après douze années de baisses, particulièrement drastiques depuis 2012.

Nous avons dénoncé les effets de la baisse de dotations aux collectivités, avec son corollaire de destructions d'emplois, permanents comme intermittents. La ministre minimise le problème en parlant « d'effort supportable » surtout au regard des autres ministères. Pourtant, celle ou celui qui perd son emploi trouve bien cela insupportable !

Nous réaffirmons que d'autres choix que l'austérité sont possibles, et c'est ce qu'a reconnu implicitement le Premier Ministre en stabilisant le budget de la Culture en pleine lutte au mois de juin, quand tous les professionnel-le-s en lutte dénonçaient leur difficulté à vivre de leur métier tout en réclamant une autre réforme, positive, de l'assurance chômage.

La ministre a annoncé une « conférence pour l'emploi ».

Nous nous sommes félicités du maintien d'une loi « liberté de création artistique, architecture et patrimoine », mais avons déploré son manque d'ambition par rapport à nos revendications initiales.

Nous avons demandé une nouvelle impulsion pour défendre, compléter, améliorer les conventions collectives, avec notamment l'obligation pour les employeurs de préciser le recours au CDD-d'usage et au CDI, et d'engager des mesures pour parvenir à une réelle égalité femme/homme. Le Directeur Général du Travail a entendu ces demandes.

Nous avons abordé beaucoup de sujets liés à l'emploi, notamment dans les orchestres, maisons d'opéra, conservatoires, à France Télévisions (cf. l'intervention) et à l'environnement social des salariés.

Une réunion du Comité de pilotage du GUSO aura enfin lieu en février prochain (après trois ans de demande !).

Nous avons interpellé la ministre sur le devenir des studios de Bry-sur-Marne, menacés par une opération immobilière, alors qu'il s'agit du seul site de ce type essentiel à la création cinématographique et audiovisuel : la ministre assure faire tout son possible pour maintenir l'activité du site.

A propos des artistes et techniciens intermittents nous avons souligné la situation catastrophique de dizaines de professionnel-le-s, souvent des primo-entrants mais pas uniquement, coincés au régime général avec des droits minables (jusqu'à 88 centimes par jour !). Nous avons aussi dénoncé les interprétations abusives de l'Unedic sur les heures de résidence de création, et exigé un avenant immédiat sans attendre les suites de la concertation.

A propos de la mission, nous avons à nouveau souligné que le retour, même partiel, des chiffrages montre que nos propositions sont raisonnables, en particulier que le seuil de 507 heures sur 22 mois est accessible. La ministre a répondu que « l'Etat aura, dans les prochaines semaines à prendre ses responsabilités sur la base des conclusions de la mission ».

Nous avons par ailleurs continué de défendre les droits des artistes et technicien-ne-s étranger-e-s à vivre et travailler ici, en demandant leur régularisation lorsqu'ils rencontrent des problèmes pour obtenir ou renouveler leur titre de séjour. Nous demandons un projet de loi adapté à nos professions.

A Paris, plusieurs centaines de manifestants ont défilé entre l'Opéra Garnier et la Place du Palais Royal. Des actions ont eu lieu à Nantes (où la DRAC a été occupée et « murée »), à Bordeaux, Angers, Strasbourg. Plusieurs lieux étaient en grève, notamment « le fil » à Saint-Etienne.

Si nous sommes prêts à travailler concrètement pour des propositions pour l'emploi, la protection sociale, pour les professionnel-le-s et dans l'intérêt de la démocratisation culturelle pour toutes et tous, nous attendons des actes concrets après les déclarations de Fleur Pellerin.

Paris, le 19/12/2014.